L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.

No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN, $10 { *payable d'avance* / TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 } *payable d'avance*

CANDIDATS WHIGS

PROCLAMES PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS,

WILLIAM H. HARRISON,

DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS,

JOHN TYLER,

DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 24 JANVIER 1840.

SITUATION DES MILICES.

Il résulte du rapport de l'adjudant général que "depuis la guerre de 1815 l'enlèvement pour le service militaire a graduellement augmenté." Cela ne saurait nécessairement un peuple fixé à l'industrie, un peuple qui par sa position, n'est point exposé aux attaques des nations voisines, doit avoir en effet peu de sympathie pour le service militaire, qui contrarie toutes ses habitudes et qui le distrait de ses occupations.

Cependant il ne faut pas oublier que nous n'avons pas d'armée à proprement parler, (parce qu'une armée en temps de paix est contraire aux institutions républicaines) et que toute la force publique consistant en milices, la désorganisation de ces corps civiques pourrait entraîner dans certains cas les plus désastreuses conséquences.

Si ces réflexions sont justes par rapport aux Etats-Unis en général, elles acquièrent une bien plus grande force encore par rapport aux Etats du Sud. Parmi nous il est essentiel, il est urgent qu'une bonne organisation de nos milices puisse à chaque instant protéger nos personnes et nos propriétés contre des ennemis qui, pour nous attaquer, n'auraient pas de frontières à franchir.

Il faut que ces milices soient non seulement bien organisées, mais encore bien armées, car notre sécurité en dépend et que l'intérêt public exige qu'on ne soit jamais pris au dépourvu.

Une autre partie qui dans l'intérêt de notre défense territoriale, exige une amélioration prompte, c'est la difficulté des communications d'un point à un autre, dans plusieurs sections de l'Etat.

Nous devons donc appeler sur tous ces points l'attention publique et faire des vœux pour qu'il soit pris sans retard, par l'autorité compétente, des mesures efficaces à cet égard.

L'adjudant général fait aussi quelques remarques fort judicieuses sur la quote part des armes allouée par le congrès et nous ne pouvons que recommander la lecture de son rapport qui ne laissera rien à désirer, et contenant le tableau détaillé des forces de la milice dans tout l'Etat.

WM. H. HARRISON.

Nous avons donné récemment un discours de l'honorable Général, prononcé à Vincennes, il y a quelques années; discours dans lequel il expose ses doctrines sur l'esclavage et l'abolition. Cette profession de foi si complète, si franche, si exempte de toute arrière pensée, devait convaincre tous les hommes de bonne foi, et déjà elle a produit cet effet sur un journal du Sud, le *Cour. de Charleston*, dont les opinions politiques sont loin de se rapprocher de celles des whigs, et qui, à diverses reprises, avait exprimé des doutes fort énergiques sur l'orthodoxie des opinions de W. H. Harrison relativement aux institutions du Sud. Mais si le *Courrier de Charleston* a vivement attaqué notre candidat sur ce point important, il n'hésite pas le moins du monde à reconnaître qu'il s'est trompé; et il le fait en des termes qui sont trop explicites et trop dignes en même tems pour que nous ne les transcrivions pas ici:

Nous revenons encore sur les sentimens de général Harrison relativement à l'esclavage et à l'abolition afin de lui rendre justice autant qu'il est en notre pouvoir. Depuis le présent nous avions pensé que quoiqu'il ne fut pas absolument abolitioniste, il était disposé néanmoins à favoriser les abolitionnistes ou du moins à rechercher leur alliance. Mais ayant vu dans le *Raleigh Register* l'extrait d'un discours prononcé par lui il y a environ deux ans à Vincennes, Ohio, nous n'hésitons pas à dire que notre opinion est changée à cet égard, et ce changement est par les doctrines et par les sentimens qu'y sont manifestés, tout ce que le Sud peut désirer. Au lieu de caresser les abolitionistes, il les censure et les condamne en termes formels, il soutient même avec autant de particularité que de logique que la discussion de tout ce qui touche à l'abolition est inconstitutionnel de la liberté de la parole et de la presse.

Nous avons antérieurement expliqué nos raisons de douter des sentimens du général Harrison; mais nous soupçons à cet égard un dû s'effacer devant le discours dont il vient d'être question et devant les attaques violentes de l'*Emancipator* et de l'*Anti-Slavery Almanac*; aussi croyons-nous devoir remplir un devoir rigoureux de justice et d'honneur en l'abandonnant de toute alliance avec les abolitionistes, et en lui faisant amende honorable."

On ne peut pas rendre une plus éclatante justice à un homme dont on a douté; on ne saurait plus noblement avouer ses torts. Un pareil hommage rendu à la vérité honore le journal qui a eu assez de courage pour faire son devoir sans se laisser influencer par l'esprit de parti. Ce noble exemple sera-t-il suivi?

CONGRES.

Le sénat n'a pas siégé le 11.

La discussion sur les élections contestées du *New Jersey* a occupé toute la séance de la Chambre des Représentants.

Mr Smith, du Maine, s'était permis dans la séance précédente quelques remarques quant paru offensantes à Mr. Botts, de la Virginie.

Mr Clifford, qui avait la parole, a demandé des explications à cet égard. Mr. Smith les a données entièrement satisfaisantes.

Mr Duncan, de l'Ohio, a parlé longuement en faveur des représentans non commissionnés de New Jersey et, selon son habitude, s'est montré de peu de cas de rappeler plusieurs fois à l'ordre. Mr. Clifford, du Maine, a suivi le membre de l'Ohio à la tribune et a parlé dans le même sens.

Mr Cooper de la Pennsylvanie, après avoir soutenu les droits des membres commissionnés, a fait la motion d'ajourner, et cette motion a été adoptée.

SENAT DE LA LOUISIANE.

PRESIDENCE DE M. GARCIA.

Séance du 23 janvier 1840.

Le Président prend son siége à onze heures un quart et appelle les membres à l'ordre. Ceux qui répondent sont: MM. Garcia, président, Armant, Bonner, Derbigny, Downs, Ducros, Dupré, Penn, Porche, Scott de Féliciana et Winn.

Mr Winn, conformément à l'avis qu'il en a donné aujourd'hui un bill pour rendre plus actives les dispositions de l'acte passé par M. George W. Smith, ci-devant notaire public dans la paroisse des Rapides.

Le même membre présente une pétition du juré de la paroisse des Avoyelles, lequel, à sa demande, est référée au comité sur l'éducation publique.

Les actes suivans, pour lesquels la chambre demande le concours du sénat subissent leur première lecture. Io. Acte pour incorporer un hôpital de charité dans la paroisse de Natchitoches.

2o. Acte pour incorporer la Compagnie d'Assurances du Phœnix, dans la paroisse Lafayette.

Cet acte pour régler le mode de procédure dans les cas d'accusation (impeachements).

Le bill et les résolutions qui suivent passent à leur seconde lecture, savoir:

Acte pour ajouter à la publication d'un pouvoir exécutif des lois de la Louisiane.

Une Résolution relative à l'ouverture du Bayou Lafourche et aux effets qui pourraient en résulter sur les terres adjacent et spécialement pour le canal de navigation de la Lafourche et de Barrataria.

Une résolution pour autoriser la réparation de la levée de la Pointe Racourcie.

La résolution relative au droit de suffrage est prise en considération à sa 2de lecture. L'objet en est de rendre le droit de suffrage à tout citoyen mâle et libre des Etats-Unis pourvu qu'il ait atteint l'âge de vingt-une année, qu'il ait résidé d'une manière permanente deux mois dans le Louisiane et qu'il paie exacte d'une partie.

Mr Armant demande que cette résolution reste encore sur le bureau sujette à l'appel des membres.

Avant que cette proposition soit mise aux voix et adoptée,

Mr Dupré dit qu'il voudrait savoir par qu'elle autorité cette résolution est parvenue au sénat.

Sur information donnée par le président, que c'est le comité sur les affaires non terminées qui l'a fait présenter,

Mr Dupré ajoute qu'il fait partie de ce comité, et qu'il n'a jamais été convoqué pour prendre en considération les projets de loi restés dans les affaires inachevées.

Mr Scott, de Féliciana, dit que c'est lui qui a soumis la résolution et qu'en le faisant il a cru remplir un devoir, car suivant lui chaque membre du corps est obligé de reproduire les bills de l'année dernière à simple demande d'un sénateur.

Mr Duncan demande qu'il soit fait mention au journal que la résolution a été présentée par la majorité du comité sur les affaires non terminées. Cette motion est adoptée.

La motion de M. Armant de déposer temporairement cet acte aux voix et l'appel nominal étant demandé, MM. Armant, Dupré, Ducros et les soussignés l'affirmative, 4; et MM. Bonner, Downs, Porche et Scott de Félicana, la négative, 4.

La motion est en conséquence rejetée.

M Armant demande l'adoption.

M Dupré, persévérant que le sujet fut mis à l'ordre du jour pour lundi prochain, a lundi. Il n'est pas prêt à voter maintenant et il ne demande ce retard parce qu'il a quelques amendemens à y introduire.

M Ducros dit que tout qu'il ait voté pour le rejet de la proposition de M. Armant, il consentira à la demande du sénateur d'Orleans.

M Penn objecte. Il lui semble que le sujet d'élection droit du suffrage, est depuis assez de temps soumis à la législature pour que chaque sénateur ait eu le loisir de l'approfondir et soit en état de donner son opinion. Il pense pour sa part que la discussion pourrait avoir lieu à moins que quelque membre ne demande le renvoi à un autre jour pour pouvoir s'éclairer sur la question, dans lequel cas il se fera un devoir d'acquiescer.

M Hall dit qu'il appuyera toujours de bonne foi toutes les motions qu'il a l'honneur de faire au sénat.

Que lorsqu'il a demandé que la résolution soit mise à l'ordre du jour pour mardi prochain, il n'est pas ses raisons. C'en agir ainsi et ne sera un devoir de soumettre brièvement, à son collègue de St. Landry.

L'honorable sénateur explique alors qu'un bill sur ce sujet qu'embrasse la résolution est maintenant devant la Chambre des Représentans, que ce projet contient des dispositions pour lesquelles il croit, et avec raison, il pense, nécessaire de pré-venir toute fraude dans les élections. Il ne suppose nullement un droit de suffrage, si cette extension lui offre toutefois aucun danger, ni ne tend à saisir aucune des prérogatives garanties aux contribuables qui sont plus intéressés à ce qu'il y ait de bonnes lois pour la gouverne de ceux-ci électeurs; que son objet de prévenir toute fraude à l'avenir; et que sous ce point de vue, il croit que la résolution actuelle est vague et qu'elle n'est nullement calculée pour atteindre au mal.

Les raisons sont les seules qui le portent à demander que la question soit ajournée, parceque dans l'intervalle il aura le loisir de consulter le projet de loi de la Chambre des Représentant et de se préparer à la discussion.

Mr Penn répond en disant que dans un sujet aussi important, il faut bien se garder de faire de la précipitation quand même.

Mr Penn dit qu'il est satisfait des explications qui viennent de lui être données, et n'objecte plus à l'ajournement.

La résolution est en conséquence mise à l'ordre du jour pour mardi prochain à midi.

En l'absence de M. Crow le bill sur... [illegible]

Le Président prend son siége à onze heures un quart et appelle les membres à l'ordre. Ceux qui répondent sont: MM. Garcia, président, Armant, Bonner, Derbigny, Downs, Ducros, Dupré, Penn, Porche et Scott de Féliciana et Winn.

Mr Winn, conformément à l'avis qu'il en a donné aujourd'hui un bill pour rendre plus actives les dispositions de l'acte passé par M. George W. Smith, ci-devant notaire public dans la paroisse des Rapides.

Le même membre présente une pétition du juré de la paroisse des Avoyelles, lequel, à sa demande, est référée au comité sur l'éducation publique.

Les actes suivans, pour lesquels la chambre demande le concours du sénat subissent leur première lecture. Io. Acte pour incorporer un hôpital de charité dans la paroisse de Natchitoches.

2o. Acte pour incorporer la Compagnie d'Assurances du Phœnix, dans la paroisse Lafayette.

Cet Acte pour régler le mode de procédure dans les cas d'accusation (impeachements).

Le bill et les résolutions qui suivent passent à leur seconde lecture, savoir:

Acte pour ajouter à la publication d'un pouvoir exécutif des lois de la Louisiane.

Une Résolution relative à l'ouverture du Bayou Lafourche et aux effets qui pourraient en résulter sur les terres adjacent et spécialement pour le canal de navigation de la Lafourche et de Barrataria.

Une résolution pour autoriser la réparation de la levée de la Pointe Racourcie.

La résolution relative au droit de suffrage est prise en considération à sa 2de lecture. L'objet en est de rendre le droit de suffrage à tout citoyen mâle et libre des Etats-Unis pourvu qu'il ait atteint l'âge de vingt-une année, qu'il ait résidé d'une manière permanente deux mois dans le Louisiane et qu'il paie exacte d'une partie.

Mr Armant demande que cette résolution reste encore sur le bureau sujette à l'appel des membres.

Avant que cette proposition soit mise aux voix et adoptée,

Mr Dupré dit qu'il voudrait savoir par qu'elle autorité cette résolution est parvenue au sénat.

Sur information donnée par le président, que c'est le comité sur les affaires non terminées qui l'a fait présenter,

Mr Dupré ajoute qu'il fait partie de ce comité, et qu'il n'a jamais été convoqué pour prendre en considération les projets de loi restés dans les affaires inachevées.

Mr Scott, de Féliciana, dit que c'est lui qui a soumis la résolution et qu'en le faisant il a cru remplir un devoir, car suivant lui chaque membre du corps est obligé de reproduire les bills de l'année dernière à simple demande d'un sénateur.

Mr Duncan demande qu'il soit fait mention au journal que la résolution a été présentée par la majorité du comité sur les affaires non terminées. Cette motion est adoptée.

La motion de M. Armant de déposer temporairement cet acte aux voix et l'appel nominal étant demandé, MM. Armant, Dupré, Ducros et les soussignés l'affirmative, 4; et MM. Bonner, Downs, Porche et Scott de Féliciana, dans la négative, 4.

La motion est en conséquence rejetée.

M Hall demande l'adoption.

M Dupré, persévérant que le sujet fut mis à l'ordre du jour pour lundi prochain, a lundi. Il n'est pas prêt à voter maintenant et il ne demande ce retard parce qu'il a quelques amendemens à y introduire.

M Ducros dit que tout qu'il ait voté pour le rejet de la proposition de M. Armant, il consentira à la demande du sénateur d'Orleans.

M Penn objecte. Il lui semble que le sujet d'élection droit du suffrage, est depuis assez de temps soumis à la législature pour que chaque sénateur ait eu le loisir de l'approfondir et soit en état de donner son opinion. Il pense pour sa part que la discussion pourrait avoir lieu à moins que quelque membre ne demande le renvoi à un autre jour pour pouvoir s'éclairer sur la question, dans lequel cas il se fera un devoir d'acquiescer.

M Hall dit qu'il appuyera toujours de bonne foi toutes les motions qu'il a l'honneur de faire au sénat.

Que lorsqu'il a demandé que la résolution soit mise à l'ordre du jour pour mardi prochain, il n'est pas ses raisons. C'en agir ainsi et ne sera un devoir de soumettre brièvement, à son collègue de St. Landry.

L'honorable sénateur explique alors qu'un bill sur ce sujet qu'embrasse la résolution est maintenant devant la Chambre des Représentans, que ce projet contient des dispositions pour lesquelles il croit, et avec raison, il pense, nécessaire de prévenir toute fraude dans les élections. Il ne suppose nullement un droit de suffrage, si cette extension lui offre toutefois aucun danger, ni ne tend à saisir aucune des prérogatives garanties aux contribuables qui sont plus intéressés à ce qu'il y ait de bonnes lois pour la gouverne de ceux-ci électeurs; que son objet de prévenir toute fraude à l'avenir; et que sous ce point de vue, il croit que la résolution actuelle est vague et qu'elle n'est nullement calculée pour atteindre au mal.

Les raisons sont les seules qui le portent à demander que la question soit ajournée, parceque dans l'intervalle il aura le loisir de consulter le projet de loi de la Chambre des Représentant et de se préparer à la discussion.

Mr Penn répond en disant que dans un sujet aussi important, il faut bien se garder de faire de la précipitation quand même.

Mr Penn dit qu'il est satisfait des explications qui viennent de lui être données, et n'objecte plus à l'ajournement.

La résolution est en conséquence mise à l'ordre du jour pour mardi prochain à midi.

En l'absence de M. Crow le bill sur... [illegible]

OFFICIEL.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

Seconde Session—Quatorzième Législature.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Vendredi, 17 janvier 1840.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

Sur motion ordonné qu'une permission d'absence soit accordée à MM. Carr et Killian pour quelques jours.

M. Wilson a soumis à la chambre une pétition des administrateurs du séminaire de Winden, demandant une appropriation. Sur motion la dite pétition a été renvoyée au comité d'éducation publique.

Un Message a présenté la résolution suivante, laquelle a subi sa 1re lecture et a été renvoyée à demain pour être lue une 2de fois.

Résolu qu'un comite de trois membres de la chambre et de membres du sénat, soit nommé à l'effet d'examiner les affaires de la Société d'Agriculture de l'Etat de la Louisiane, et de rapporter sur icelles.

M. Brashear au nom du comité sur les améliorations intérieures, auquel ont été référés plusieurs memoir s et documents des citoyens de la paroisse de Ouest Feliciana, demandant une extension de temps pour la charte de la compagnie des Chemin à coulisses de Ouest Feliciana, a fait le rapport suivant:

Le comité sur les améliorations intérieures auquel ont été référés diverses pétitions et mémoires tant en faveur qu'en opposition à un bill pour étendre la charte de la compagnie du chemin à coulisses de Ouest Feliciana, l'honneur de rapporter qu'il a donné à ce sujet la plus grande attention et l'examinable à la chambre de prendre en considération d'une manière favorable le bill pour étendre la charte conformément à la demande des pétitionnaires, pour les raisons suivantes:

La charte a été accordée à une Compagnie individuelle, pour être parfaite, à une époque où la prospérité du pays portait la conviction intime que cette amélioration pouvait s'effectuer dans l'espace de tems stipulé par la charte. Mais votre comité, convaincu que la prospérité du pays a reçu un coup terrible par le dérangement de la circulation, sans en rechercher la cause, est disposé à accorder de l'indulgence pour la non completion du travail, et est d'opinion qu'il n'existe pas un motif raisonnable pour faire perdre à la compagnie tous les sommes qu'elle a déjà déposées.

Il est vrai que la pétition demande l'extension de la charte est revêtue d'un plus grand nombre de signatures, que celle en faveur de la compagnie, mais il est également vrai qu'une grande partie des pétitionnaires d'après l'endroit où ils sont établis ne sont pas directement intéressés et ont accordé par complaisance leurs noms sans penser qu'ils pourraient faire du tort à d'autres individus. En conséquence votre comité croit de son devoir de prendre en considération la justice de la réclamation des personnes qui demandent l'extension de la charte; les raisons alléguées concernant les intentions des citoyens, ou l'action de la législature de l'Etat du Mississippi, n'ont pas un sujet que votre comité a cru devoir prendre en considération.

(Signé) WALTER BRASHEAR, Rapporteur.

Le même membre au nom du comité auquel a été renvoyé la résolution relative aux réparations à faire à la levée de la Pointe-Racourcie, y a rapporté le même, lequel a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lue une seconde fois.

Résolu qu'il sera du devoir du bureau des travaux publics de faire pendant cette année à la levée de la Pointe Racourcie les réparations que ladite levée exigera, bien entendu que les sommes à dépenser pour les dites réparations ne excéderont pas $1518, montant de la balance due sur l'appropriation faite par l'acte approuvé le 7 mars 1838, et qu'avis sera donné au juri de police de la paroisse de la Pointe Coupée de l'époque à laquelle les dites réparations doivents'effectuer.

Mr. Molière, au nom du comité spécial, auquel a été référée une petition de divers habitans de la paroisse Assomption, demandant l'incorporation de la congrégation de l'*église* Catholique Romaine de Ste. Elizabeth dans la paroisse Assomption, a rapporté un bill intitulé "Acte pour incorporer les habitants résidant dans la rive droite du bayou Lafourche dans la paroisse Assomption à partir de la limite supérieure de la dite paroisse jusqu'à la résidence d'Augustin Campo, comprenant les bâtiés St-Vincent, St-Maurice, St. Landry, bayou Portrport et la Ruit-Rivière, en une congrégation sous le titre de Ste-Elizabeth. Lequel bill a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

Mr. Patten a donné avis qu'il présenterait sous peu les bills suivans:

"Acte pour autoriser Edouard R. J. Allmett, Thomas S. Scott, James M. Wilkinson, Woodson, Mcmentry et autres, à construire un pont sur le bayou Rondeau à Richmond dans la paroisse de Madison."

Et Acte en faveur de l'école publique de Millikens Bend."

Le même membre conformément à l'avis qu'il en a donné, a présenté les bills suivans, les quels ont subi leur premiere lecture et ont été renvoyés à demain pour être lus une seconde fois.

"Acte pour étendre la charte de la Compagnie de Chemin à Coulisses de Ouest Feliciana, à l'honneur de changer qu'il a donné à ce sujet la plus grande attention et l'examinable à la chambre de prendre en considération d'une manière favorable le bill pour étendre la charte conformément à la demande des pétitionnaires, pour les raisons suivantes:

La charte a été accordée à une Compagnie individuelle, pour être parfaite, à une époque où la prospérité du pays portait la conviction intime que cette amélioration pouvait s'effectuer dans l'espace de tems stipulé par la charte. Mais votre comité, convaincu que la prospérité du pays a reçu un coup terrible par le dérangement de la circulation, sans en rechercher la cause, est disposé à accorder de l'indulgence pour la non completion du travail, et est d'opinion qu'il n'existe pas un motif raisonnable pour faire perdre à la compagnie tous les sommes qu'elle a déjà déposées.

Il est vrai que la pétition demande l'extension de la charte est revêtue d'un plus grand nombre de signatures, que celle en faveur de la compagnie, mais il est également vrai qu'une grande partie des pétitionnaires d'après l'endroit où ils sont établis ne sont pas directement intéressés et ont accordé par complaisance leurs noms sans penser qu'ils pourraient faire du tort à d'autres individus. En conséquence votre comité croit de son devoir de prendre en considération la justice de la réclamation des personnes qui demandent l'extension de la charte; les raisons alléguées concernant les intentions des citoyens, ou l'action de la législature de l'Etat du Mississippi, n'ont pas un sujet que votre comité a cru devoir prendre en considération.

(Signé) WALTER BRASHEAR, Rapporteur.

Le même membre au nom du comité auquel a été renvoyé la résolution relative aux réparations à faire à la levée de la Pointe-Racourcie, y a rapporté le même, lequel a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lue une seconde fois.

Résolu qu'il sera du devoir du bureau des travaux publics de faire pendant cette année à la levée de la Pointe Racourcie les réparations que ladite levée exigera, bien entendu que les sommes à dépenser pour les dites réparations ne excéderont pas $1518, montant de la balance due sur l'appropriation faite par l'acte approuvé le 7 mars 1838, et qu'avis sera donné au juri de police de la paroisse de la Pointe Coupée de l'époque à laquelle les dites réparations doivents'effectuer.

Mr. Molière, au nom du comité spécial, auquel a été référée une petition de divers habitans de la paroisse Assomption, demandant l'incorporation de la congrégation de l'*église* Catholique Romaine de Ste. Elizabeth dans la paroisse Assomption, a rapporté un bill intitulé "Acte pour incorporer les habitants résidant dans la rive droite du bayou Lafourche dans la paroisse Assomption à partir de la limite supérieure de la dite paroisse jusqu'à la résidence d'Augustin Campo, comprenant les bâtiés St-Vincent, St-Maurice, St. Landry, bayou Portrport et la Ruit-Rivière, en une congrégation sous le titre de Ste-Elizabeth. Lequel bill a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

Mr. Patten a donné avis qu'il présenterait sous peu les bills suivans:

"Acte pour autoriser Edouard R. J. Allmett, Thomas S. Scott, James M. Wilkinson, Woodson, Mcmentry et autres, à construire un pont sur le bayou Rondeau à Richmond dans la paroisse de Madison."

Et Acte en faveur de l'école publique de Millikens Bend."

Le même membre conformément à l'avis qu'il en a donné, a présenté les bills suivans, les quels ont subi leur premiere lecture et ont été renvoyés à demain pour être lus une 2de fois.

Résolu qu'un comite de trois membres de la chambre et de membres du sénat, soit nommé à l'effet d'examiner les affaires de la Société d'Agriculture de l'Etat de la Louisiane, et de rapporter sur icelles.

M. Brashear au nom du comité sur les améliorations intérieures, auquel ont été référés plusieurs memoir s et documents des citoyens de la paroisse de Ouest Feliciana, demandant une extension de temps pour la charte de la compagnie des Chemin à coulisses de Ouest Feliciana, a fait le rapport suivant:

Le comité sur les améliorations intérieures auquel ont été référés diverses pétitions et mémoires tant en faveur qu'en opposition à un bill pour étendre la charte de la compagnie du chemin à coulisses de Ouest Feliciana, l'honneur de rapporter